



© Pierre Verdil/AFIP

EXPOSITION

# L'HISTOIRE DES PRÉSENCES ARABO-ORIENTALES EN FRANCE



**Exposition** coordonnée par le **Groupe de recherche Achac** ([www.achac.com](http://www.achac.com)), avec **Pangée Network**, le **Laboratoire URMIS** (Unité de recherche Migrations et société) de l'université de Nice Sophia Antipolis, et l'**ANR ÉcrIn**, Écrans et Inégalités « Les Arabes » dans les médias français de 1962 à nos jours ; **réalisée avec le soutien** du ministère de l'Égalité des territoires et du Logement, ministère délégué à la Ville, de l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), du ministère de l'Intérieur, Direction de l'Accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC), du ministère de la Défense, Direction de la Mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), de l'Office national des Anciens combattants et victimes de guerre (ONAC), du ministère de la Culture et de la Communication (Secrétariat général), de la Mairie de Paris, Délégation des droits de l'Homme, de l'intégration, de la lutte contre les discriminations et des citoyens extracommunautaires ; **en partenariat avec** France 24, France Culture et *Le Nouvel Observateur*. Exposition coordonnée par Emmanuelle Collignon, avec des textes de Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Naïma Yahi et Yvan Gastaut, iconographie, documentation et rédaction Yacine Hamoud et création graphique Thierry Palau.

- 1 | L'histoire des présences arabo-orientales en France**
- 2 | De Charlemagne à l'alliance franco-ottomane**
- 3 | Le temps des rencontres et des altérités**
- 4 | Expéditions coloniales et « royaume arabe »**
- 5 | Le temps des « Turcos »**
- 6 | De l'orientalisme à l'appel aux travailleurs**
- 7 | Des tranchées aux usines**
- 8 | Réfugiés, ouvriers et militants**
- 9 | Le temps des colonies**
- 10 | D'une guerre à l'autre**
- 11 | Indépendances et travailleurs des Trente Glorieuses**
- 12 | Le temps des revendications et des manifestations**
- 13 | L'histoire des Marches**
- 14 | 1983, année charnière**
- 15 | Le temps des paradoxes**
- 16 | Nouvelles générations, nouveaux enjeux**

# L'HISTOIRE DES PRÉSENCES ARABO-ORIENTALES EN FRANCE

**L**a France arabo-orientale est une longue histoire. Elle commence au VIII<sup>e</sup> siècle au moment des conquêtes arabo-musulmanes venant d'*al-Andalus*, de l'autre côté des Pyrénées, et traverse ensuite plus de treize siècles d'histoire de France, à travers les présences de populations maghrébines, proche-orientales et ottomanes dans l'Hexagone. Celles-ci ont contribué à bâtir l'histoire politique, culturelle, militaire, religieuse, artistique et économique de ce pays, de l'empire carolingien de Charlemagne à la V<sup>e</sup> République. Cette exposition en fait pas à pas le récit.

Les deux premières étapes et panneaux s'attachent aux présences anciennes, sur près de dix siècles, aboutissant à deux moments charnières que sont la Révolution française (1789) et l'expédition d'Égypte de Napoléon Bonaparte (1798). Commence alors à se dessiner un nouvel empire colonial français sur les berges de la Méditerranée dont le pivot central sera l'Algérie à partir de 1830. Dans le même temps, alors que la France se passionne pour l'égyptologie et l'Orient, arrivent des étudiants et des intellectuels, mais aussi les premiers combattants, surnommés les « Turcos » (à partir de 1863 de façon permanente dans l'Hexagone), et les premiers travailleurs maghrébins (entre 1894 et 1906).

Avec la Première Guerre mondiale et les années 20, on entre dans une nouvelle dynamique où ces présences sont plus visibles. Alors que la crise économique est mondiale et que les crises politiques frappent l'Europe, les années 30 voient émerger une nouvelle génération d'intellectuels ainsi que de nouvelles immigrations issues d'Arménie et de toute l'Afrique du Nord (avec le Maroc et la Tunisie). L'histoire militaire est de nouveau un moment charnière et, durant la Seconde Guerre mondiale, les troupes maghrébines contribuent à libérer la France et nombre de travailleurs participent dans les années 50-60 à la reconstruction du pays. L'immigration de ponctuelle et masculine devient régulière, stable et familiale. Les indépendances préfigurent une croissance des flux migratoires qu'accompagnent des mutations urbaines marquées par l'émergence des « grands ensembles ». Au cours des trois dernières décennies (1983-2013) émergent de nouvelles revendications parallèlement aux luttes antiracistes, dont la « Marche » de 1983 reste un moment majeur et fondateur. Les émeutes de 2005 et les nombreux crimes racistes sont le signe d'une exclusion qui perdure. Dans le même temps, la société va réduire ces présences à celle du « musulman », présenté comme un « ennemi de l'intérieur », alors même que la France est le pays européen qui a la plus forte présence arabo-orientale, un taux de mariages entre communautés sans équivalent ailleurs et une dynamique culturelle sans égale en Europe.

Être « arabo-oriental » en France, quel que soit le pays, l'empire, la culture ou la colonie d'origine, quelle que soit sa religion, c'est s'inscrire dans un récit peuplé de héros et d'anonymes, de lieux de mémoire, de mythes, de combats, de violences, de rêves et d'échecs. C'est aussi vivre dans ces identités multiples qui font désormais partie intégrante de la France du XXI<sup>e</sup> siècle malgré les crises, malgré les doutes, malgré les difficultés.



## L'HISTOIRE DES PRÉSENCES ARABO-ORIENTALES EN FRANCE



**L**a France arabo-orientale est une longue histoire. Elle commence au VII<sup>e</sup> siècle au moment des premières arabisations massives d'Algérie, de Tunisie et du Maroc, et traverse ensuite plus de trois siècles d'histoire de France, à travers la présence de populations maghrébines, persico-orientales et asiatiques dans l'Hexagone. Celle-ci est marquée à la fois par des échanges culturels, militaires, religieux, artistiques et économiques de ce pays, de l'empire ottoman de Constantinople à l'Empire britannique. Cette exposition ne fait pas l'objet d'un récit.

Les deux premiers siècles et demi ont été marqués par des présences anciennes, au profit de ses succès militaires à deux moments charnières qui sont la Révolution française (1792) et l'expédition d'Égypte de Napoléon Bonaparte (1798). Commence alors à se dessiner un nouvel espace culturel français sur les bords de la Méditerranée dans le plus court des délais (à partir de 1830). Dans le même temps, alors que la France se présente pour l'Algérie et l'Orient, arrivent des milliers et des milliers de juifs, mais aussi les premiers combattants arméniens lors de l'expédition de 1840 et la fin permanente des Trévandins, et les premiers travailleurs maghrébins (entre 1899 et 1906).

Avec la Première Guerre mondiale et les années 20, on assiste dans une nouvelle dynamique à ces présences sans plus limites. Après que la France économique est marquée et que les crises politiques frappent l'Europe, les années 20 voient naître une nouvelle génération d'intellectuels (dont que de nouvelles immigrations issues d'Algérie et de Tunisie (Moukoko du Nord jusqu'au Maroc, et la Tunisie). L'épisode militaire est de nouveau un moment charnière et, durant la Seconde Guerre mondiale, les images maghrébines contribuent à libérer la France et milliers de travailleurs participent dans les années 20-40 à la reconstruction du pays. Des migrations de personnes et de familles devenus réguliers, stables et féconds. Les indépendances ont profondément une conscience des fait migratoires et l'accompagnement des migrations urbaines marquées par l'immigration des « grands arrivants ». Au cours des trois dernières décennies (1960-2010) émergent de nouvelles modalités migratoires aux formes variées, dues à la Marche de 1961 mais un moment majeur et fondateur. Les années de 2000 et les conflits armés récents ont le signe France incluant qui perdure. Dans le même temps, la société se réajuste ses présences, à cette fois à l'extérieur, à présent comme un « espace de France » où elle-même que la France est le pays migratoire qui a le plus forte présence arabo-orientale au sein de l'Europe. Une France arabo-orientale et en France, quel que soit le pays. L'Europe, le Sahara ou la culture d'origine, quelle que soit la religion d'origine dans un pays peuplé de juifs et d'européens, de lieux de mémoire, de mythes, de cultes, de valeurs, de rites et d'histoires. C'est aussi dans ces territoires multiples qui font désormais partie intégrante de la France du XXI<sup>e</sup> siècle malgré les crises, malgré les départs, malgré les difficultés.

*« C'est notre regard qui enferme souvent les autres dans leurs plus étroites appartenances, et c'est notre regard aussi qui peut les libérer. »*

Amos Nisus, Les identités incertaines, 1998

**ACHAC** Association pour le développement de la culture arabo-orientale en France. 10 rue de la République, 92000 Nanterre. Tél. 01 47 37 00 00. [www.achac.org](http://www.achac.org)



## DE CHARLEMAGNE À L'ALLIANCE FRANCO-OTTOMANE

**A**u VIII<sup>e</sup> siècle, les premières incursions musulmanes au-delà des Pyrénées aboutissent à la prise de Narbonne en 719. Les raids musulmans se succèdent et, en 732, la bataille de Poitiers voit Charles Martel freiner temporairement ces incursions. Les affrontements se poursuivent — comme lors de la bataille de Roncevaux —, jusqu'à ce que Charlemagne finisse par chasser les Sarrasins du royaume en 793. Ces affrontements n'empêchent pas la diplomatie entre le royaume franc et l'empire d'*al-Andalus* ou avec les Abbassides de Bagdad, comme en témoigne l'éléphant blanc offert à Charlemagne par le calife Harûn al-Rashid en 801, ou l'intense activité diplomatique menée par Louis le Pieux avec l'émirat de Cordoue.

Par la suite, dans un royaume fragilisé, les incursions sarrasines reprennent et se poursuivent tout au long du X<sup>e</sup> siècle. L'enclave musulmane du Fraxinet près de Saint-Tropez, base arrière des actes de piraterie, va même perdurer jusqu'en 973. Dès lors, le ressentiment populaire contre les Sarrasins s'approfondit, accentué par l'interdiction faite aux chrétiens d'accéder aux lieux saints, après la prise de Jérusalem par les Turcs en 1078. S'impose alors *« l'image d'un Sarrasin sauvage basané, qui pille et cause d'effroyables malheurs »*. Cette situation conduit, lors du concile de Clermont en 1095, à l'appel à la croisade par le pape Urbain II, pour qui les Turcs sont *« une nation maudite et étrangère à Dieu »*. Deux ans plus tard, des milliers de croisés se retrouvent devant Constantinople, inaugurant les multiples conflits entre Orient et Occident des siècles suivants. Cependant, les échanges sont incessants : le sud du royaume de France est alors marqué par l'architecture arabe, le commerce méditerranéen s'accroît, les arts et la culture arabe et orientale sont découverts et appréciés, ouvrant désormais une autre relation à l'Orient, qu'il soit byzantin ou musulman.

Les croisades vont aussi favoriser la construction de stéréotypes négatifs, confirmés lors du concile de Latran en 1215 durant lequel est édictée l'obligation faite aux musulmans et aux juifs vivant en chrétienté de porter un habit spécifique. Dans ce contexte, le futur Saint Louis, roi de France, fait le vœu de libérer les Lieux saints, mais va échouer par deux fois avant de décéder en Tunisie. Dans le même temps, la dynastie mamelouke reprend les villes croisées, dont Acre en 1291 et Constantinople un siècle et demi plus tard en 1453. Avec la chute de la capitale byzantine, les auteurs chrétiens renouent avec une critique systématique de l'islam. Mais, au lendemain de sa victoire à Marignan (1515), le roi de France François I<sup>er</sup> change de stratégie et, au regard de ses intérêts en Europe, décide d'engager une alliance franco-ottomane en 1536 avec le sultan Soliman le Magnifique. Beaucoup dénoncent cette *« union sacrilège de la fleur de lys et du croissant »*, qui va bouleverser en profondeur les enjeux diplomatiques autour de la Méditerranée en ce début de XVI<sup>e</sup> siècle.



720-1540

## DE CHARLEMAGNE À L'ALLIANCE FRANCO-OTTOMANE

**A**u 9<sup>e</sup> siècle, les premières incursions musulmanes en terre de France furent la prise de Narbonne en 719 (ce rattachement se concrétisa en 725) à l'initiative de l'émir de Cordoue Abd al-Rahmān al-Farqādī, qui envoya ses troupes en Provence pour y gouverner — comme le fit de la Sicile de l'émir de Syracuse — jusqu'à ce que Charlemagne réussisse à chasser les Sarrasins du royaume en 753. Ces affrontements transpirent dans le *De gestis Karoli Magni* entre le règne de Charlemagne et son fils Louis le Pieux, comme se levoient d'ailleurs les *Annales de Metz* et les *Annales de Saint-Basile*. Pour les autres, on ne trouve qu'après le règne de Charlemagne, à l'initiative de son fils Louis le Pieux, en 805. L'Espagne était en effet sous le joug de l'émir de Cordoue musulman de France, qui de Saint-Trépol, dans les Pyrénées, se rendait par la vallée de la Garonne jusqu'à Toulouse, puis par la vallée de la Garonne jusqu'à Narbonne. Charlemagne, qui était alors à la tête de la Provence par son frère Louis, envoya son fils Louis le Jeune, comte de Provence, et son fils Louis le Pieux à l'attaque de Cordoue. Charlemagne, qui était alors à la tête de la Provence par son frère Louis, envoya son fils Louis le Jeune, comte de Provence, et son fils Louis le Pieux à l'attaque de Cordoue. Charlemagne, qui était alors à la tête de la Provence par son frère Louis, envoya son fils Louis le Jeune, comte de Provence, et son fils Louis le Pieux à l'attaque de Cordoue.

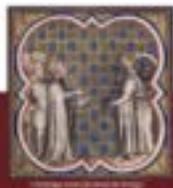


**LA BATAILLE DE BOURNOIS (752)**  
L'empereur Charlemagne vainc l'émir de Cordoue Abd al-Rahmān al-Farqādī à la bataille de Bournois, en 752. Cette victoire marque le début de la domination française sur la Provence et la fin de la domination musulmane sur la région.



### ARTS ET CULTURES

Les arts et les cultures arabes ont influencé l'art et la culture de la France médiévale. On trouve de nombreux exemples de cette influence dans les manuscrits, les peintures et les sculptures de cette époque.



« Sans l'Islam, l'Empire franc n'aurait sans doute jamais existé, et Charlemagne sans Mabomet serait inconcevable. »

Henri Pirenne, 1922

## LE TEMPS DES RENCONTRES ET DES ALTÉRITÉS

**L**e moment le plus symbolique de l'alliance franco-ottomane nouée en 1536 demeure l'appel des Français à Khizir Khayr Ad-Din Barberousse, régent d'Alger et grand amiral de la flotte ottomane de Soliman, pour venir s'installer en France et mener la bataille contre l'ennemi commun. Il faut alors héberger les trente mille combattants musulmans : à partir de l'hiver 1543, ils hiverneront dans le port provençal de Toulon — comme ils l'avaient fait à Marseille en 1536 —, au grand étonnement de la population locale. Un observateur note d'ailleurs : « Pour imaginer Toulon, il faut s'imaginer à Constantinople. » À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, si les Arabo-Orientaux ne sont que quelques milliers dans le royaume, les contacts sont réguliers dans les registres commerciaux, diplomatiques ou scientifiques, même si l'ennemi ultime reste le Turc comme le souligne la campagne que conduit le Pape Pie V à la tête des principales puissances maritimes européennes dans la Sainte-Ligue en 1571 lors de la victoire de Lepante.

La piraterie barbaresque est alors en plein essor. La course aux captifs est la règle et les galériens musulmans sont nombreux dans les ports français. Quand éclate la « crise de 1620 », après le massacre d'un équipage de Provençaux par des pirates barbaresques, les violences à l'encontre des « Turcs », soumis à la vindicte populaire marseillaise, sont d'une brutalité sans pareil et feront plusieurs victimes. Cette violence en Méditerranée ne s'oppose pourtant pas au développement de relations diplomatiques, scientifiques et commerciales régulières, bien au contraire. La connaissance scientifique de l'Orient chrétien, musulman, arabe, grec ou turc a fait de grands progrès au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Au début du siècle suivant, le succès de la traduction des contes des *Mille et une Nuits* par Antoine Galland (1704) répand en Europe l'image d'un Orient pittoresque, érotique et romantique, qui influence profondément la littérature occidentale.

Les nombreuses ambassades comme celle de Mütefferrika Süleyman Agha en 1669, ou celle du shâh de Perse, Mohammed Rezâ Beg, en 1715 qui inspire à Montesquieu ses *Lettres Persanes* (1721), vont marquer ces années. De même, le séjour de Mehmed Efendi en 1720-1722, au nom du souverain ottoman Ahmed III, va impressionner l'opinion et les chroniqueurs. La mode des *Turqueries* saisit les salons mondains, et la consommation de produits orientaux comme le café ou les épices rencontrent un franc succès. À la veille de 1789, les richesses de l'Orient aiguissent les appétits et les imaginaires pour conduire à l'« expédition d'Égypte » en 1798... premier pas de l'engagement colonial contemporain dans l'espace géographique arabo-oriental. Sur place, l'armée française s'attache alors les services de supplétifs égyptiens, de Libanais, de Grecs et de Syriens, de musulmans ou de chrétiens qualifiés d'« Orientaux » ou encore, improprement, de « Mamelouks », inaugurant une longue histoire militaire commune.



## EXPÉDITIONS COLONIALES ET « ROYAUME ARABE »

L'« expédition d'Égypte » provoque l'une des premières immigrations de l'aire géographique arabo-orientale vers la France. Beaucoup des rapatriés « supplétifs égyptiens » sont ainsi intégrés dans le « bataillon des chasseurs d'Orient » ou parmi les Mamelouks de la Garde impériale (intégrés en 1804 dans l'armée française), d'autres s'installeront sur Marseille ou à Melun. À la chute de Napoléon, une partie de la population marseillaise se soulève et massacre plusieurs dizaines d'anciens « Mamelouks » de la Garde impériale, le 25 juin 1815, symbole à leurs yeux de ces années troublées.

À la suite de la campagne en Orient, est publiée en 1806 la *Description de l'Égypte*, qui constitue le point de départ d'une nouvelle passion française, l'*égyptomania*, touchant les arts et l'architecture. En 1830, la conquête de l'Algérie commence et redynamise cet intérêt politique et artistique pour l'Orient. En février 1834, un accord est signé avec le principal adversaire à cette conquête, l'émir Abd el-Kader, puis une direction spéciale est créée en France pour « gérer l'Algérie » en 1837 conduisant à une « guerre totale » dirigée par Thomas Robert Bugeaud. La France est désormais présente en terre d'islam et malgré la « pacification » et l'intervention au Liban en 1860 dans le conflit entre les Druzes et les Maronites, les révoltes se succèdent, faisant des « rêves » de Napoléon III d'un royaume arabe, allant de Bagdad à l'Atlantique, un horizon impossible.

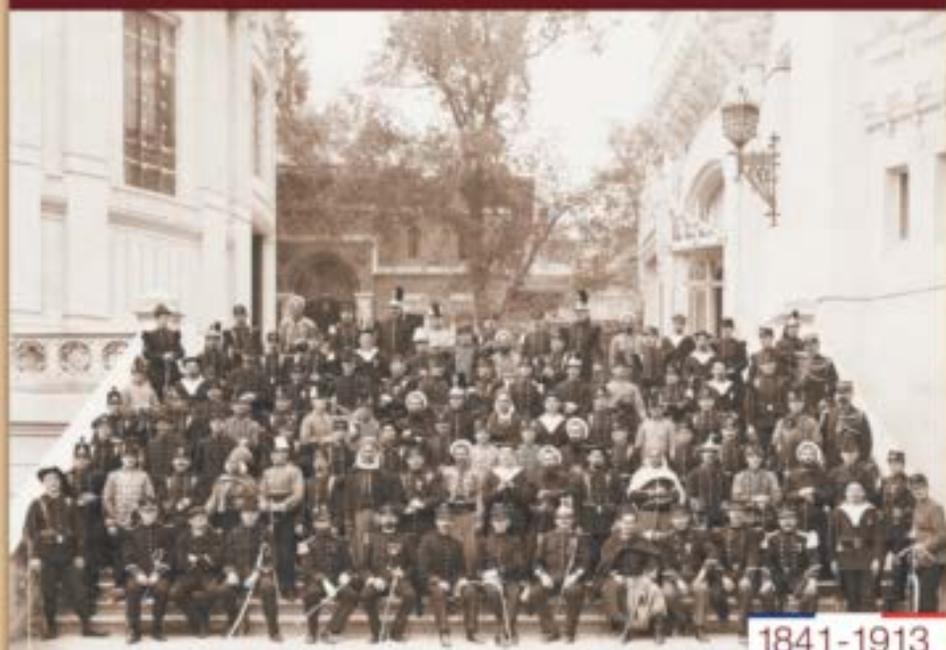
L'image de l'« Arabo-Oriental » se fixe dans les imaginaires. La « Mauresque aux seins nus » et le regard des orientalistes s'imposent dans les cultures populaires. Deux images se font face sous le second Empire : celle de l'Arabo-Oriental inventé par le romantisme et celle du *musulman irréductible* prisonnier de sa prétendue race et de sa religion. Dans le même mouvement, Paris devient la capitale occidentale la plus visitée par les élites culturelles et politiques du monde arabo-oriental. Ambassades, étudiants, écrivains, journalistes, opposants, artistes et artisans font de Paris une étape incontournable de leur parcours initiatique, à l'image de l'Égyptien cheikh Rifâ'a al-Tahtâwî avec ses étudiants en 1826.

Le Tout-Paris se retrouve *Au Grand Colbert*, café rénové en 1827 dans l'esprit de l'Alhambra de Grenade, à l'ombre de la façade de la Bibliothèque royale, rue Richelieu, bâtie en 1837. Des carrés musulmans et des mosquées voient alors le jour, comme au cimetière du Père-Lachaise en 1856, à Marseille en 1863, sur l'île Sainte-Marguerite face à Cannes, dans le parc du château d'Amboise aussi, formant une cartographie nationale de ces lieux de mémoire. À l'heure de la seconde Exposition universelle de Paris, en 1867, l'Orient est désormais dans la ville. Deux ans plus tard, l'ouverture du canal de Suez marque durablement les esprits, faisant de Marseille et Port-Vendres des « portes ouvertes » sur l'Orient, avant que cette dynamique ne soit brisée par la guerre franco-prussienne de 1870.



## LE TEMPS DES « TURCOS »

**D**ès 1830 et la conquête de l'Algérie, les unités d'infanterie de zouaves sont créées au sein de l'armée d'Afrique. Le recrutement est alors mixte et les soldes identiques pour les « indigènes » et les Français. L'ordonnance du 7 décembre 1841 crée en Algérie trois bataillons de tirailleurs indigènes, au sein desquels sont incorporés les soldats algériens. Ces bataillons de tirailleurs sont ensuite engagés lors de différentes campagnes du second Empire et se rendent populaires en Crimée (où ils gagnent leur surnom de « Turcos »), en Italie (un hommage leur est rendu en France en 1859 au camp Saint-Maur) ou au Mexique (qui leur permettra d'intégrer la Garde impériale en 1863). Dans le même temps, à partir de 1834 est créé en Algérie un corps de cavaliers indigènes sous la dénomination de spahis, avant qu'une ordonnance de juillet 1845 crée officiellement trois régiments de spahis qui en précéderont bien d'autres en Algérie, mais aussi au Maroc (1914) et en Tunisie (1882). Ils seront de toutes les grandes campagnes militaires de la Première Guerre mondiale. En 1870, éclate la guerre franco-prussienne, durant laquelle les « Turcos » se rendent célèbres par leur ardeur au combat. Ils rencontrent un fort soutien populaire, notamment lorsqu'ils traversent la France sur le toit des trains. Durant le conflit, trois régiments de tirailleurs algériens sont envoyés en France où, après être passés par Marseille, ils combattent lors des batailles de Wissembourg, de Frœschwiller-Wœrth, de Sedan et d'Orléans, tandis que d'autres bataillons, présents sur Paris au sein de la Garde impériale, rejoignent directement le front. Leur présence et leur combativité marquent en profondeur les Français. À l'heure de la Commune, des « Turcos » prennent part aux combats, au cœur du Paris insurgé. Plusieurs d'entre eux se rendent célèbres comme Mohammed ben Ali ou « *le Turco de la commune Kadour* ». Alphonse Daudet dressera un portrait peu flatteur de son engagement dans la guerre civile française : « *Tout joyeux de se trouver en si belle compagnie, [...] ce déserteur sans le savoir se mêla naïvement à la grande bacchanale parisienne et fut une célébrité du moment.* » Avec la III<sup>e</sup> République, la Tunisie devient protectorat français en 1881 et vient alimenter les garnisons de tirailleurs aux côtés des Algériens. De même, après la campagne du Maroc à partir de 1912, de nombreux Marocains intégreront les corps d'armées réguliers. Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, c'est un vaste ensemble militaire qui s'est structuré dans toute l'Afrique du Nord et qui sera appelé au front, composé de tirailleurs, de spahis et de zouaves.



1841-1913



LES TIRAILLEURS ALÉRIENS DE LA GARDE IMPÉRIALE (1848)

En 1848, les tirailleurs algériens sont recrutés pour servir dans la Garde impériale. Ils sont équipés de fusils à silex et de baïonnettes. Leur tenue est composée d'un pantalon et d'une chemise en laine, avec un turban blanc. Ils sont organisés en compagnies et bataillons.

## LE TEMPS DES « TURCOS »

De 1830 et la conquête de l'Algérie, les unités d'élite de la cavalerie sont créées au sein de l'armée d'Algérie. Le recrutement est strictement arabe et les unités désignent pour les « turcos » ou les Français. L'ordonnance du 2 décembre 1841 crée en Algérie deux bataillons de tirailleurs indigènes, au sein desquels sont recrutés les tirailleurs algériens. Ces bataillons de tirailleurs sont ensuite réorganisés en différentes compagnies de tirailleurs. Depuis et en nombre croissant, ce sont les tirailleurs turcos qui sont recrutés en France. Ils sont équipés de fusils à silex et de baïonnettes.

En 1842, dans la même année, le 24 mai et le 26 mai 1842 un corps de tirailleurs indigènes sous le commandement de quié, sont recrutés en Algérie. En 1842, sous l'impulsion de quié, les tirailleurs algériens sont recrutés en France, mais aussi en France (1842) et en France (1842). Ils sont recrutés en France, sous le commandement de la Première Guerre mondiale. En 1870, dans la guerre franco-prussienne, les tirailleurs algériens ont été recrutés en France. Ils ont été recrutés en France, sous le commandement de la Première Guerre mondiale. Ils ont été recrutés en France, sous le commandement de la Première Guerre mondiale. Ils ont été recrutés en France, sous le commandement de la Première Guerre mondiale.



LA GARDE IMPÉRIALE (1848-1870)  
En 1848, les tirailleurs algériens sont recrutés pour servir dans la Garde impériale. Ils sont équipés de fusils à silex et de baïonnettes. Leur tenue est composée d'un pantalon et d'une chemise en laine, avec un turban blanc. Ils sont organisés en compagnies et bataillons.



« Comme il était beureux, comme il leur riait de toutes ses dents blanches... Alors on le posa contre un mur et ran ! Il est mort sans y avoir rien compris. »

Alphonse Daudet, Le Tercio de la Commune, 1872

## DE L'ORIENTALISME À L'APPEL AUX TRAVAILLEURS

L'Orient est désormais partout, principalement dans l'architecture et dans les arts. En outre, l'orientalisme acquiert une visibilité institutionnelle avec la création, en 1893, de la Société des peintres orientalistes français, contribuant au déploiement d'un imaginaire sur l'ailleurs. La publicité et la réclame y participent désormais, tout comme les affiches touristiques et maritimes ou le monde du spectacle à travers le « *salon mauresque* » du *Casino de Paris*, imité par l'*Olympia* qui accueille, en 1912, la danseuse-star Armen Ohanian. La capitale est sous le charme. La fin du XIX<sup>e</sup> siècle voit aussi la construction de nouveaux imaginaires coloniaux à travers des exhibitions autour desquelles se structure un discours anthropologique et de hiérarchisation des races, comme lors des Expositions universelles parisiennes de 1878, 1889 et 1900, mettant en scène des Orientaux — comme le Concert marocain de 1889, proposant eunuques, charmeurs de serpents et danseuses orientales. Cette « mode » se généralise lors des nombreuses expositions coloniales (Lyon en 1894 et 1914, Bordeaux en 1895, Rouen en 1896, Marseille en 1906 et 1922 ou encore Amiens en 1906, Paris en 1906 et 1907, Nancy en 1909 ou Roubaix en 1911), mais aussi au Jardin zoologique d'Acclimatation de Paris qui accueille de nombreuses exhibitions ethnographiques.

Loin de ces exhibitions, la France est aussi devenue un carrefour pour les journalistes, opposants, nationalistes et intellectuels de tout le monde arabe, et surtout de l'Empire ottoman. Par petits groupes ou mouvements partisans, ils créent plusieurs journaux, comme *Le Lien indissoluble* de Jamâl al-Dîn al-Afghâni ou *Teessüf (Le Regret)* d'Hakki Bey. Ils fondent aussi des mouvements politiques et organisent des congrès comme celui de 1913 qui touche tout le Moyen-Orient. La France accueille également des étudiants civils ou militaires comme le colonel saint-cyrien Mohamed ben Daoud, sans doute le premier colonel « arabe » de l'école en 1889. Cette même année — celle du centenaire de la Révolution et celle d'un nouveau code de la nationalité avec la loi du 26 juin —, la France compte trois fois plus d'étrangers qu'au début du second Empire. Le recensement de 1901 fait d'ailleurs mention pour la première fois de « *travailleurs originaires d'Algérie* » et, vers 1905, l'immigration de travail maghrébine, qui a commencé en 1894, connaît un net regain. Ces travailleurs kabyles sont présents dans le sud de l'Hexagone, où ils sont recrutés pour remplacer les grévistes italiens au sein des raffineries Saint-Louis ou à l'Huilerie Marseillaise. On les retrouve sur l'axe Rhône-alpin (Clermont-Ferrand, Saint-Étienne et Lyon), en région parisienne et dans le Nord-Est autour des centres miniers de Courrières, d'Anzin, de Liévin et de Drocourt. En 1912, on estime leur présence à quatre ou cinq mille individus dans tout l'Hexagone. Le temps des immigrations commence.



## DES TRANCHÉES AUX USINES

**À** la veille de la Première Guerre mondiale, la France regroupe sur son territoire plusieurs garnisons de tirailleurs maghrébins dont certains défilèrent à Longchamp le 14 juillet 1913 aux côtés de la « Force noire ». Avec le début du conflit, vingt mille Algériens, huit mille Tunisiens, trois mille cinq cents Marocains débarquent dans les ports français. Sur les quarante bataillons de troupes nord-africaines qui viennent combattre en métropole, trente-deux arrivent entre août et septembre 1914. Les combattants algériens, tunisiens, marocains ainsi que les spahis ou les zouaves sont envoyés sans grande préparation sur les champs de bataille européens : placés en premières lignes aux côtés des troupes d'Afrique noire et des Européens d'Afrique du Nord, ils seront particulièrement exposés au feu. En août 1914, dès les premiers combats et notamment lors de la bataille de Charleroi ou au cours de la bataille de l'Aisne, ces troupes composées de jeunes recrues inexpérimentées vont s'effondrer. La situation change à partir du printemps 1915 : les troupes, mieux préparées et mieux formées, apparaissent bien plus efficaces. L'imagerie populaire s'empare alors de ces nouveaux « héros modernes » et la grande presse en fait les emblèmes d'une possible victoire. Pour renforcer l'attachement des « combattants musulmans » au dessein français, les autorités militaires se montrent vigilantes en matière de respect des pratiques religieuses : l'islam est organisé et même favorisé.

Dans le même temps, le Service d'organisation des travailleurs coloniaux (SOTC), créé en 1916 et dépendant du ministère de la Guerre, va être chargé de la gestion du recrutement de travailleurs afin de les acheminer vers les usines et autres lieux de production. C'est un tournant majeur. Ce contact avec le monde du travail déclenche aussi de nombreux heurts et conflits entre travailleurs, et l'on présente souvent les Maghrébins comme des « fauteurs de troubles » et des « voleurs de femmes », légitimant leur marginalisation : on imagine même, en 1916-1917, de créer à Marseille un « village kabyle » fermé pour regrouper et contrôler ces travailleurs.

De fait, malgré une fraternité d'arme indéniable, parfois de classe au sein du monde ouvrier, les inégalités persistent, ce que ne manquent pas de souligner des sous-officiers et, parmi eux, le petit-fils de l'émir Abd el-Kader, l'émir Khaled. Alors que les promesses d'égalité s'éloignent aussi vite que sont renvoyés les combattants dans leurs foyers ou dans la Ruhr avec les troupes d'occupation françaises, la Conférence de la paix s'ouvre à Paris. Le 12 janvier 1919, sous la houlette des chefs de gouvernement des pays vainqueurs parmi lesquels celui des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, se dessinent les futures frontières du Proche-Orient, assurant la légitimité impériale de la France ou des Britanniques.



1913-1919

## DES TRANCHÉES AUX USINES



LES TRANCHÉES MONTAGNARDES À L'ARRIVÉE EN ALGERIE (1914)

Après la mobilisation, les soldats algériens sont envoyés en France pour combattre. Ils sont regroupés dans des camps de concentration, puis envoyés en Algérie pour combattre les troupes allemandes et italiennes qui ont envahi le territoire algérien.

À la veille de la Première Guerre mondiale, la France regroupe ses troupes montagnardes dans plusieurs régiments dans diverses régions de Languedoc et de la vallée du Rhône. En 1913, avec l'arrivée de la loi de recrutement de 1905, les soldats algériens sont envoyés en France pour combattre. Ils sont regroupés dans des camps de concentration, puis envoyés en Algérie pour combattre les troupes allemandes et italiennes qui ont envahi le territoire algérien.



LA COMPTABILITÉ DE LA PUISSANCE EN ALGERIE (1914)

Le rôle de la puissance française en Algérie est de maintenir l'ordre et de protéger les intérêts français. Cela implique de contrôler les ressources locales et de soutenir l'économie française.



Les Algériens sont envoyés en France pour combattre. Ils sont regroupés dans des camps de concentration, puis envoyés en Algérie pour combattre les troupes allemandes et italiennes qui ont envahi le territoire algérien.

De fait, malgré une formation diverse, les soldats algériens ont joué un rôle important dans la guerre. Ils ont été envoyés en France pour combattre les troupes allemandes et italiennes qui ont envahi le territoire algérien.



LES MONTAGNARDS EN ALGERIE (1914)



LES MONTAGNARDS EN ALGERIE (1914)



LES MONTAGNARDS EN ALGERIE (1914)



*« Je ne sais pas qui a eu l'idée de les faire venir à Paris, probablement quelqu'un qui, n'ayant jamais mis le pied aux colonies, se faisait une idée flatteuse de ces montagnards envisagés comme travailleurs. »*

Georges de la Fouchardière, L'Économiste, 1917

## RÉFUGIÉS, OUVRIERS ET MILITANTS

La période de l'entre-deux-guerres est marquée par la structuration de réseaux d'immigration en provenance de l'ensemble de l'aire arabo-orientale, qui vont faire de la France un carrefour unique en Occident, tant par le nombre de migrants, la diversité de leurs origines, que celle de leurs statuts. Cette immigration est principalement animée par des Algériens, des Marocains et une petite fraction de Tunisiens, principalement employés dans l'industrie. On rencontre également des immigrations plus « bourgeoises » et de réfugiés politiques venues de tous les pays de l'aire arabo-orientale et notamment de Syrie, de Turquie ou d'Irak, venues étudier, travailler, enrichir la vie artistique ou sportive de la France. D'autres populations fuient les massacres et les génocides, comme les Arméniens devenus apatrides, mais aussi la crise économique et la pauvreté comme les Libanais (le Liban devenant un mandat français en 1920).

En France, les années 20 et surtout les années 30 sont marquées par des discours et des comportements empreints d'une xénophobie extrême, amplifiée par la crise économique (à l'origine de la loi de 1932, très restrictive en matière d'immigration) et par la politisation d'une partie de l'immigration arabo-orientale, en particulier maghrébine. Les discours officiels rassurants qui accompagnent l'inauguration en 1926 de la Grande Mosquée de Paris n'empêchent pas l'émergence — entre 1924 et 1926 — du mythe du migrant « indésirable », à travers l'image du « sidi », mais aussi celle du résistant anticolonial « fanatique », guidé aveuglément par l'islamisme et Moscou, comme lors la révolte d'Abd el-Krim au Maroc (1921-1926) ou celle en Syrie en 1924-1926. De manière similaire, les Arméniens sont rejetés par l'opinion publique et sont rapidement mis à l'écart dans quatre camps du sud de la France (Oddo, Saint-Jérôme, Saint-Loup et Sainte-Marguerite), abritant au total jusqu'à cinq mille individus entre 1922 et 1927, dans de terribles conditions d'hébergement. L'engagement politique des Maghrébins, au sein de la gauche française et du PCF, mais aussi derrière les partis nationalistes comme les Oulémas ou l'Étoile nord-africaine (ENA) de Messali Hadj, se renforce et se double d'une vie syndicale toujours plus intense.

La vie culturelle de ces communautés migrantes se fixe dans les grandes villes de métropole. Artistes et écrivains arabo-orientaux croisent les mouvances d'avant-garde et commencent à se faire un nom, tels les peintres algériens Miloud Bourkeche ou Abd el-Halim Hemche, l'Égyptien Georges Hanna Sabbagh ou le Tunisien Yahia Turki, le compositeur Mohamed Iguerbouchen ou le chanteur algérois Mahieddine Bachetarzi. D'autres comme Didouche Sayah ou le chanteur Chaoui Aïssa Djermouni se produisent sur les scènes du *Tam-Tam* près de la place Saint-Michel, de *La Casbah*, rue Saint-André-des-Arts ou d'*El Djazaïr*, rue de la Huchette, fréquentées par le Tout-Paris.



## LE TEMPS DES COLONIES

Les fastes des expositions coloniales rassurent les Français sur leur puissance et les illusionnent quant à la docilité des populations colonisées. Aussi bien à Marseille en 1922, à Strasbourg en 1924, à Grenoble en 1925, à La Rochelle en 1927 ou à Paris en 1931 (Vincennes) et 1937 avec les pavillons coloniaux de l'exposition internationale, également partout en France au moment du Centenaire de l'Algérie en 1930, où des souks nord-africains, des « rues du Caire », des fantasias, des mosquées, et autres « casbahs » sont reconstitués avec leurs figurants. Tout un imaginaire se construit autour de ces expositions à travers la presse, les affiches ou la diffusion de cartes postales, vantant la puissance impériale de la France, la soumission des indigènes et l'omniprésence de l'Afrique du Nord dans l'édifice colonial. Ces événements accueillent de nombreuses personnalités issues des colonies à l'instar du bey de Tunis et du shah de Perse à Marseille en 1922 ou du sultan du Maroc Sidi Mohamed ben Youssef à Paris en 1931.

Les célébrations du Centenaire de la conquête de 1830 ne sont pour *L'Humanité* que des « provocations insolentes », et sont vécues par les Algériens comme une nouvelle humiliation. Aux yeux du cheikh Ben Bâdis, dirigeant les Oulémas, elles ressuscitent « les haines et les rancœurs ». Elles marqueront durablement l'opinion française dans la mesure où les festivités sont pensées comme une propagande moderne coordonnée par l'Agence et le ministère des Colonies. Derrière les fastes impériaux et à la veille de l'exposition internationale de 1937, l'empire se fissure. En 1936, débutent les négociations franco-syriennes sur le devenir des mandats français en Syrie et au Liban. Pour montrer sa bonne volonté, le gouvernement du Front populaire soutient l'ouverture du foyer franco-libanais de la rue d'Ulm, juste derrière l'église maronite. Finalement, le traité franco-syrien d'amitié et d'alliance est signé début septembre. C'est le premier acte formel de décolonisation, qui prévoit l'abandon de la souveraineté aux deux mandats. Il ne sera pourtant jamais ratifié par le Parlement français. Les Français ne mesurent pas encore ces changements lors de leur visite des pavillons coloniaux en 1937 au pied du Trocadéro.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les relations entre la France et le monde arabo-oriental sont biaisées, et cet entre-deux-guerres est la période pendant laquelle ont été semées les graines des futures revendications d'indépendance. La France se lance alors dans la guerre en 1939 et, comme en 1914, le pays mobilise toutes les troupes disponibles pour l'emporter, comptant sur les forces militaires de l'Empire, auxquelles s'ajoute un plan pour faire venir en métropole plusieurs centaines de milliers de travailleurs coloniaux. Ces plans sont brisés par la défaite de juin 1940.



## D'UNE GUERRE À L'AUTRE

**L**es soldats de l'Empire, et parmi eux une majorité de Maghrébins, répondent présents au nouvel appel face à l'Allemagne et l'Italie. Mais en 1940, ils sont entraînés dans la débâcle, et quatre-vingt-dix mille soldats maghrébins sont faits prisonniers, quelques-uns assassinés froidement par les Allemands, comme le 30 mai, à Febvin-Palfart, où trente-deux soldats marocains sont exécutés. Après la défaite, ces soldats coloniaux sont détachés dans des commandos de travail ou prisonniers dans des *Frontstalags*, sous contrôle allemand puis vichyste. Au cours de cette période troublée, certains nationalistes algériens rejoignent les rangs de la Collaboration au sein de partis comme le Parti populaire français (PPF) ou le Rassemblement national populaire (RNP). Dans la même perspective, la Brigade nord-africaine, groupuscule activiste créé par Mohamed el-Maadi, se met au service des Allemands (avec sa revue *Er Rachid*). D'autres, par le biais de leur engagement communiste, rejoignent les rangs de la résistance tel Mohamed Lakhdar Toumi ou Missak Manouchian. Beaucoup de prisonniers des *Frontstalags* s'évadent et rejoindront les maquis ou la Résistance, formant dans toutes les régions de France des forces combattantes qui contribuent à la libération du pays. Alors que le Maghreb est libéré par les Alliés en novembre 1942, l'armée d'Afrique devient le fer de lance de la reconquête de la France occupée. Elle compte plus de cent mille hommes en Italie en 1943 et deux cent cinquante mille combattants lors de la Libération de la France, durant laquelle leur présence est décisive. Complémentaire au débarquement de Normandie en 1944, après la Corse en 1943, elle arrive sur les côtes de Provence en août 1944, et remonte rapidement vers le Nord-Est. Les soldats maghrébins franchissent le Rhin et participent à la capitulation de l'Allemagne. Malgré cet engagement, le 8 mai 1945, pendant que la France fête la victoire des Alliés, l'Est algérien est ensanglanté par les massacres de Sétif, de Kherrata et de Guelma qui font plusieurs milliers de morts parmi les Algériens. Alors que la Syrie et le Liban ont accédé à leur indépendance dès 1943, la spirale de la décolonisation s'enclenche dans le sang en Afrique du Nord, en Indochine et à Madagascar.

Au lendemain de la guerre, des flux migratoires, gérés désormais par l'Office national d'immigration (ONI), se doublent de l'arrivée de nombreux étudiants arabo-orientaux mais aussi par des dizaines de milliers d'ouvriers affectés à la reconstruction du pays. La loi du 20 septembre 1947, accordant la citoyenneté française (mais sans droit politique) aux Algériens, favorise leur venue massive en métropole. La vie militante est alors intense, et après des échauffourées lors de manifestations du MTLD de Messali Hadj, la tension est à son comble quand l'arrestation du leader provoque une manifestation de militants du MTLD en faveur de sa libération le 14 juillet 1953 : elle se terminera dans un bain de sang. La guerre d'Algérie a déjà commencé dans l'Hexagone...



## INDÉPENDANCES ET TRAVAILLEURS DES TRENTE GLORIEUSES

**A**près 1956, les migrations en provenance du Maghreb continuent de s'accroître et celles en provenance du Moyen-Orient stagnent, alors que la France sort humiliée de l'opération de Suez. Si les travailleurs maghrébins sont marginalisés, logés souvent dans des bidonvilles, les Arméniens se manifestent désormais par la réussite sociale d'une partie d'entre eux et leur « intégration » en France. La période est fortement marquée par la guerre d'Algérie qui commence avec l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre 1954, allant jusqu'à frapper l'opinion par des séries d'attentats ou lorsque les joueurs de football algériens quittent la France pour constituer l'équipe du FLN. La lutte fratricide entre le MNA-MTLD et le FLN fait, en France même, des centaines de victimes jusqu'à la victoire définitive de ce dernier, et la répression policière, incessante, connaît un acmé lors de l'épisode tragique du 17 octobre 1961. L'OAS, opposée à l'indépendance de l'Algérie, perpétue une série d'attentats en 1961-1962, y compris en métropole, pour tenter de conserver « l'Algérie française ».

L'indépendance de l'Algérie en 1962, précédée par celles du Maroc et de la Tunisie (1956), fait taire les armes mais le passif est lourd et les stéréotypes sur les Arabes (tout comme ceux sur les pieds-noirs), à fondement colonial, sont désormais ancrés dans les imaginaires. Ces indépendances ont provoqué également la migration de centaines de milliers de rapatriés qui gagnent l'Hexagone dans des conditions dramatiques et en quittant tout en Algérie, au Maroc ou en Tunisie. Les harkis — supplétifs de l'armée française en Algérie —, qui ont échappé au massacre en Algérie, sont « parqués » dans des camps et mis en marge de la société française. Pieds-noirs et harkis symbolisent la fin de l'épopée coloniale, et sont rejetés par une société française qui a déjà basculé dans la construction européenne.

Au lendemain de ces indépendances, les nouveaux États précipitent en France de nombreux opposants politiques, alors que le flux de travailleurs maghrébins vers la France se compte en dizaine de milliers. Pour tenter de le maîtriser, des accords migratoires se succèdent avec les États nouvellement indépendants mais aussi avec la Turquie dynamisant de nouveaux flux. La vie culturelle est alors marquée par l'émergence de plusieurs figures issues du Maghreb et du Proche-Orient comme l'écrivain algérien Kateb Yacine, ou le poète libanais Georges Schéhadé, l'écrivain égyptien Najib Mahfoud avec notamment *La Trilogie du Caire* en 1956-1957, ou le chanteur libanais Bob Azzam qui connaît le succès avec les sonorités orientales de *Ya Mustapha* et *Fais-moi du couscous chéri* en 1960. L'immigration arabo-orientale prend également une part de plus en plus active dans les luttes (combat pour les foyers ou luttes sociales et syndicales en 1968) jusqu'à ce qu'éclate le choc pétrolier de 1973-1974. C'est alors la fin d'une époque de croissance initiée en 1945.



1953-1973

## INDÉPENDANCES ET TRAVAILLEURS DES TRENTE GLORIEUSES



Un groupe de militaires algériens en France, 1962.

**LES FORTIFICATIONS ALGÉRIENNES EN DÉMOLITION (LE PUY, 1962)**  
 En 1962, les fortifications algériennes sont démolies. Les Algériens qui restent en France sont souvent employés dans les chantiers de démolition. Ils sont payés à la tâche et travaillent souvent dans des conditions difficiles. Certains sont même employés pour démolir les fortifications de la France métropolitaine.

**A**près 1962, les migrations et presences de Maghrébins continuent de croître en raison de la présence de Français algériens, alors que la France veut limiter l'immigration de l'étranger. Il se crée des communautés de travailleurs algériens, souvent dans des conditions difficiles, dans des zones d'immigration de masse. Les Algériens sont souvent employés dans des secteurs de l'économie tels que le bâtiment, l'agriculture, l'industrie et le service. Ils sont payés à la tâche et travaillent souvent dans des conditions difficiles. Certains sont même employés pour démolir les fortifications de la France métropolitaine.



**LES MOISSONS ALGÉRIENNES (1962)**  
 Les Algériens sont souvent employés dans les champs de France pendant les moissons. Ils sont payés à la tâche et travaillent souvent dans des conditions difficiles. Certains sont même employés pour démolir les fortifications de la France métropolitaine.



*« Tu as vu notre sang couler. Tu as vu la police. Assommer les manifestants. Et les jeter dans la Seine [le 17 octobre 1961]. »*

Katrah Yacine, 1962

## LE TEMPS DES REVENDICATIONS ET DES MANIFESTATIONS

La présence arabo-orientale au sein de la société française devient plus visible, plus diverse et davantage engagée politiquement dans une société qui peine à entrer dans le temps post-colonial. Dépassant largement le million d'individus, les travailleurs immigrés venus du Maghreb — dont les pays d'origine ont encore une forte emprise sur eux au travers de nombreux organismes —, mais aussi de Turquie désormais, jusqu'alors cantonnés dans le milieu du travail en usine et dans les bidonvilles, sont désormais stigmatisés au regard de leur présence que l'on perçoit comme « définitive » dans une France frappée par le choc pétrolier. Michel Sardou en fera un titre à succès (*Ils ont le pétrole, mais c'est tout*) et le gouvernement un slogan, « *La France n'a pas de pétrole mais elle a des idées* ». Si un nombre important de ces travailleurs quitte progressivement les bidonvilles, ils se heurtent dans le même temps à une vague de racisme « anti-arabe » sans précédent depuis les décolonisations. Elle est caractérisée par les « ratonnades » de Marseille entre août et décembre 1973, mais aussi par une succession de crimes racistes dans toute la France.

Au cours de cette décennie, le sentiment de rejet hérité de la période coloniale se transforme en crainte explicite qui se double d'une stigmatisation religieuse à partir du début des années 80. Avec le choc pétrolier, la figure de l'*émir* émerge dans l'espace public à partir de stéréotypes multiformes : princes arabes milliardaires et opposants politiques aux dictatures du Golfe se superposent alors. La tension internationale est croissante et, avec la question du Proche-Orient et l'existence de l'État d'Israël, le territoire national connaît plusieurs vagues d'attentats. La colonisation et ses suites font aussi débat. Les pieds-noirs revendiquent *leur* mémoire et *leur* place dans la société française, certaines de leurs revendications étant explicitement acceptées par des autorités politiques, gouvernementales et municipales. Pour être enfin entendus, les harkis s'engagent dans une vague de révoltes qui commence en 1975, alors que les juifs d'Afrique du Nord ou les Arméniens de la « troisième génération » s'engagent de manière visible et avec succès dans un combat pour la « mémoire ».

Ce mouvement migratoire et sa socialisation en France se doublent d'une activité culturelle de plus en plus dynamique qui prend souvent un aspect revendicatif, à travers des artistes comme Ferhat Mehenni, Lounis Aït Menguellet ou plus populaires avec des vedettes comme Dalida (originaire d'Égypte) ou Enrico Macias (originaire d'Algérie). De nouveaux groupes et interprètes arabo-orientaux sont également produits dans l'Hexagone comme Idir, Djamel Allam ou Les Abranis, et Karim Kacel symbolise la nouvelle génération de chanteurs. La période est donc paradoxale, et voit ces immigrations passer de temporaires à définitives avec l'échec de l'aide au retour, constaté avec les errements de la loi Stoleru dite du « Million » (10 000 francs) en 1977... Les Trente Glorieuses sont bel et bien terminées...



1973-1985

## LE TEMPS DES REVENDICATIONS ET DES MANIFESTATIONS

La présence arabo-orientale au sein de la société française devient plus visible, plus diverse et davantage jugée politiquement dans une société qui continue à évoluer dans le temps post-colonial. Cependant, l'immigration d'origine arabo-orientale reste massive. Elle est perçue comme une force disruptive et une source de tensions, de conflits et de discriminations. Les revendications des immigrés arabes visent à améliorer leur statut social et leur situation économique, ainsi qu'à lutter contre le racisme et l'exploitation. Ils ne veulent pas être considérés comme des « travailleurs étrangers » mais comme des citoyens à part entière. Ils se mobilisent pour faire valoir leurs droits et leur dignité. Les manifestations et les actions de solidarité sont nombreuses. Elles ont pour but de sensibiliser l'opinion publique et de pousser le gouvernement à prendre des mesures concrètes. Les revendications des immigrés arabes sont variées et touchent à tous les aspects de la vie sociale et économique. Elles sont le reflet d'une lutte pour la reconnaissance et l'égalité.



**LES REVENDES DES CHAMPS DE MARIAGE (1973)**  
 Une manifestation organisée par des immigrés arabes pour revendiquer de meilleures conditions de travail et de logement. Les participants ont été dispersés par la police.

Les revendications des immigrés arabes visent à améliorer leur statut social et leur situation économique, ainsi qu'à lutter contre le racisme et l'exploitation. Ils ne veulent pas être considérés comme des « travailleurs étrangers » mais comme des citoyens à part entière. Ils se mobilisent pour faire valoir leurs droits et leur dignité. Les manifestations et les actions de solidarité sont nombreuses. Elles ont pour but de sensibiliser l'opinion publique et de pousser le gouvernement à prendre des mesures concrètes. Les revendications des immigrés arabes sont variées et touchent à tous les aspects de la vie sociale et économique. Elles sont le reflet d'une lutte pour la reconnaissance et l'égalité.



**ABDELKADER BEN EL-KHAYRI (1973)**  
 Un militant arabo-oriental qui a joué un rôle important dans la lutte pour les droits des immigrés. Il a été arrêté et emprisonné pour ses activités politiques.



« Un pays dans lequel il y a près d'un million de chômeurs, mais où il y a deux millions d'immigrés, n'est pas un pays dans lequel le problème de l'emploi est insoluble. »

Jacques Chirac, Premier ministre, 1976

## L'HISTOIRE DES MARCHES

**A**u début des années 80, au-delà de la crise économique qui frappe les « banlieues » où vit désormais une grande partie des Arabo-Orientaux en France, les rapports se tendent entre les « jeunes Maghrébins » et la police dans les cités. Les nombreux crimes racistes perpétrés en France déclenchent une mobilisation sans précédent parmi les « enfants de l'immigration », malgré l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981. Des « rodéos » des Minguettes de 1981 aux émeutes de Vaulx-en-Velin et du Val Fourré à Mantes-la-Jolie en 1990, les cités cristallisent désormais les nouvelles hantises nationales : insécurité, violence, refus de l'intégration, délinquance et chômage.

La situation devient explosive, à tel point que des « jeunes Arabes » — dont des enfants de harkis qui sont désormais installés dans les quartiers populaires — décident de faire des grèves de la faim pour alerter l'opinion contre cette situation d'exclusion sociale, urbaine et mémorielle. Progressivement, l'idée d'organiser une Marche pour l'égalité et contre le racisme prend forme sous l'impulsion de quelques militants qui soutiennent la cause des « jeunes immigrés », notamment Toumi Djaidja, grièvement blessé par la police pendant l'été et le Père Christian Delorme. Partie symboliquement de Marseille pour rejoindre Paris — entre octobre et décembre 1983 —, sur le modèle des marches des Noirs américains (1963), cette grande manifestation, d'abord considérée comme marginale, suscite peu à peu l'attention des médias et de certaines figures politiques et intellectuelles.

L'arrivée à Paris de la Marche pour l'égalité et contre le racisme sera une apothéose qui contraste radicalement avec le racisme ambiant et le contexte électoral marqué par une poussée « frontiste ». Accueillis par plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris puis par le président de la République François Mitterrand à l'Élysée le 3 décembre 1983, les « Beurs » semblent enfin « visibles » dans la société française. À l'issue de leur entrevue, les marcheurs obtiennent l'instauration de la « carte de 10 ans » (permis de séjour), officialisée par la loi de juillet 1984.

L'euphorie sera de courte durée, malgré les engagements de Georgina Dufoix, secrétaire d'État à l'Immigration. L'année suivante, une nouvelle manifestation, organisée en mobylette autour du parcours vers la capitale, Convergence 84, confirme le dynamisme des « deuxièmes générations » mais aussi leur difficulté à se faire entendre. Ils ont des aspirations bien différentes de celles de leurs parents, soucieux de trouver leur place dans une France qui, après les avoir rejetés, va devoir apprendre à les écouter. Cette année sera aussi celle de la création de nouveaux mouvements associatifs et politiques, dans le prolongement de ces marches, dont SOS Racisme sera la plus visible. De même, les enjeux politiques au Moyen-Orient (Israël, Palestine et Liban), la guerre Iran-Irak, les causes des militants arméniens ou kurdes vont s'affirmer dans l'espace politique national de manière visible, faisant de la France et de Paris des places fortes de ces enjeux internationaux.



# 1983, ANNÉE CHARNIÈRE

L'année 1983 est une année charnière dans les rapports entre la France et les populations arabo-orientales présentes sur son territoire. Le conflit qui éclate en juin 1982 à l'usine automobile de Poissy préfigure la logique de crise qui s'affirmera l'année suivante. En janvier 1983, les travailleurs de l'usine Renault de Flins font de nouveau grève pendant plusieurs semaines afin d'obtenir une révision de l'accord salarial. La stigmatisation des travailleurs immigrés grévistes par le gouvernement va marquer en profondeur les premiers mois de l'année. Le sujet de l'immigration est d'ailleurs très présent lors des élections municipales de 1983. Désormais associée à l'insécurité — comme l'affirme à Marseille le ministre de l'Intérieur et maire sortant, Gaston Defferre —, cette surenchère électorale favorise le Front national. À Dreux, en septembre, la liste RPR s'associe au FN pour remporter les élections. C'est dans ce contexte et après un « été chaud » que des habitants des Minguettes, derrière SOS Avenir Minguettes et plusieurs composantes du mouvement associatif comme la Cimade, ont l'idée d'une longue marche pour revendiquer l'égalité et dénoncer le racisme et les bavures policières à répétition.

Au même moment, les conflits du Moyen et du Proche-Orient s'exportent dans le pays. Plusieurs attentats sont perpétrés, notamment l'attentat du 15 juillet 1983 à Orly et revendiqué par l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) en soutien à la Syrie et au conflit libanais. Puis, surviennent les premiers attentats attribués au Hezbollah durant la guerre du Liban, qui accélèrent le rythme de l'émigration libanaise vers la France. Cette situation contribue à stigmatiser davantage encore ces populations et à renforcer l'idée qu'elles constituent un « groupe à risque » en lien avec les conflits moyen-orientaux ou palestiniens.

Les enfants d'immigrés sont désormais à la source des révoltes des quartiers populaires. Au son des chansons de Karim Kacel, des blagues télévisuelles de Smaïn au *Petit théâtre de Bouvard* et des images du film *Tchao Pantin* qui constituent désormais la toile de fond d'une décennie charnière, cette « génération beur » va être « canalisée » par le pouvoir politique et médiatique, et ne sera pas entendue dans ses revendications. Dans le même temps, ces migrations sont de plus en plus compartimentées sur le territoire. Chacun semble vivre dans un entre-soi communautaire très prononcé et étanche. Nouvelle génération, demande de reconnaissance des histoires et des mémoires, pression religieuse et enjeux urbains sont au cœur des nouvelles mosaïques qui forment désormais ces immigrations, mais aussi les nouveaux flux migratoires liés aux bouleversements politiques et économiques de l'aire géographique arabo-orientale.



## LE TEMPS DES PARADOXES

**À** la suite de la « Marche des Beurs », de nombreuses associations issues de la « seconde génération » émergent, tel SOS Racisme en 1984, proche du Parti socialiste et France Plus en 1986, soutenue par Danielle Mitterrand, mais aussi des associations plus ancrées dans les réalités des quartiers, telles JALB (Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue), Vitécrici (aujourd'hui Tactikollectif) à Toulouse ou, plus tard, le MIB. Parallèlement, apparaît une nouvelle génération de talents artistiques qui nourrissent la « culture beur » à l'image de Smain, Carte de Séjour ou Mehdi Charef. La « seconde génération » s'affirme désormais dans le paysage public. Lui succédera, au cours des années 90, une autre vague issue des quartiers — inventant de nouvelles formes de danse, musique ou théâtre —, formant d'inédites « cultures urbaines », dont le film *La Haine* témoigne en 1995. Dans les années 90, le sport est alors présenté comme un « vecteur d'intégration » avec un slogan qui investit les Champs-Élysées un soir de 1998 : « *Zidane Président.* » Il est surtout un des rares espaces où un jeune issu de l'immigration maghrébine peut afficher une réussite en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle ou revendiquer médiatiquement un « mal-être ».

Durant cette période, malgré des politiques migratoires de plus en plus restrictives et un code de la nationalité remettant en cause le « droit du sol » en 1993, l'immigration maghrébine se poursuit sur un rythme régulier. Se fixent alors sur le territoire national, les « deuxième » et « troisième » générations, favorisées par le regroupement familial. L'immigration moyen-orientale se densifie avec les flux de réfugiés en provenance du Liban en guerre. L'installation des immigrés change la donne : leurs enfants sont français, ils resteront. La crise économique et sociale perdure ce qui favorise la stigmatisation des immigrés, en particulier des « Arabes », pourtant largement touchés par le chômage et victimes désignées des diatribes du Front national à chaque élection. La vague d'attentats organisée par le Hezbollah dans les années 80, suivie par les attentats de 1995 dans lesquels est impliqué un jeune « Beur », Khaled Kelkal, contribue à accentuer cette stigmatisation. Entre ces deux événements, en 1989, « l'affaire du foulard », consécutif à l'expulsion de deux collégiennes voilées, divise le pays et les médias et fait désormais de l'islam une question centrale dans l'espace politique. Les craintes « identitaires » s'expriment maintenant ouvertement, favorisant la progression des idées extrémistes, bien que la première guerre du Golfe en 1991 n'ait déclenché en France aucun mouvement majeur d'opposition ou de solidarité. Territoires à l'abandon, chômage deux fois et demi supérieur dans les quartiers qu'ailleurs, insécurité et incivilité, peur de l'Autre et de l'islam sont désormais les détonateurs d'une « fracture coloniale » au cœur de la société française alors que la France entre dans le XXI<sup>e</sup> siècle.



1985-2001

## LE TEMPS DES PARADOXES

**À** la suite de la Planche des Baugis, de nombreuses associations issues de la 1<sup>re</sup> génération génération et émigrés au 800 boulevard de France à Paris ont été créées en 1984 par le Front national. Elles ont pour but de défendre les intérêts des quartiers, elles ont pour but de défendre les intérêts des quartiers, elles ont pour but de défendre les intérêts des quartiers... (Texte résumant le contexte politique et social de l'époque, mentionnant des figures comme Jean-Marie Le Pen et des événements comme la Planche des Baugis).



**DE LA MORTIERE... BLANC AU NOIR... NOIR AU BLANC LA FRANCE ALGERIENNE (1981)**  
 Le 15 septembre 1981, le journal Le Monde publie une photo de deux jeunes hommes, un blanc et un noir, se serrant la main. Cette image illustre le thème de la fraternité et de la cohabitation entre communautés.

**LE COEUR DE LA NATIONALITÉ (1980)**  
 Le 15 septembre 1980, le journal Le Monde publie une photo d'un homme en costume, probablement un politicien, devant un bâtiment officiel.



*« Voir nos joueurs de toutes les couleurs chanter la Marseillaise [...] c'est une formidable leçon donnée à ceux qui méprisent toute expression du sentiment national. »*

Michèle Tribalat, Libération, 1998 (paraphr.)

## NOUVELLES GÉNÉRATIONS, NOUVEAUX ENJEUX

Cette dernière décennie redessine les contours de la France arabo-orientale. Alors que les Arméniens s'affirment plus nettement dans les enjeux politiques et mémoriels, les populations d'origine turque ou kurde assurent leur spécificité culturelle aux marges de la société française. Les Syro-Libanais semblent invisibles, les harkis demeurent les éternels oubliés du récit national, alors que les pieds-noirs et les juifs d'Afrique du Nord inscrivent désormais leurs histoires dans le récit national. *A contrario*, les Maghrébins continuent d'être les prisonniers de discours très racistes dans une France abasourdie par la présence de l'extrême droite au second tour des élections présidentielles de 2002, et encore prisonniers d'une histoire coloniale mal digérée. L'entrée dans les imaginaires collectifs des « Qataris » n'est pas sans rappeler l'imaginaire du premier choc pétrolier qui remonte à près de quarante ans, comme le fait de résumer ces identités multiples sous le qualificatif de « musulmans », au moment où cette religion est devenue la seconde de France. Au cours de ces dernières décennies, l'imaginaire s'est clairement fixé sur un Orient « inquiétant », sous les ombres portées de la guerre en Irak et du conflit en Afghanistan. C'est dans ce contexte qu'est réactivé le mythe de l'« ennemi intérieur », comme en 2005, explicitement arabo-musulman et issu des banlieues.

Pourtant, dans tous les domaines, culturel, littéraire et artistique, mais aussi économique ou politique, jamais les présences arabo-orientales n'ont été aussi riches et prégnantes. Ainsi, émerge toute une génération de réussites exemplaires, derrière des personnalités de premier plan comme le héros de 1998, Zinédine Zidane. On pense, notamment, au « comique urbain » du stand-up et acteur populaire Jamel Debbouze, mais aussi à Gad Elmaleh, Samir Guesmi, Roschdy Zem, Sami Bouajila ou Dany Boon, ou encore le réalisateur franco-tunisien Abdellatif Kechiche récompensé par la Palme d'or à Cannes en 2013, alors que la chanson de variété ou le rap consacrent des artistes comme Amel Bent ou le groupe I I 3, au côté de personnalités du patrimoine national comme Enrico Macias ou Charles Aznavour, et des artistes engagés comme Zebda. Les gloires sportives reflètent également ces présences avec des champions tels l'athlète Mahiedine Mekhissi-Benabbad ou le footballeur Karim Benzema, et la littérature s'enrichit d'auteurs majeurs tels Yasmina Khadra, Abdellatif Laâbi, Abdellah Taïa, Albert Memmi, Malek Chebel, Leïla Sebbar ou Amin Maalouf.

En 2007, la nomination d'un ministre régalien comme Rachida Dati puis celle de Fadela Amara contrastent avec la quasi-inexistence de représentant politique national d'origine maghrébine dans les hémicycles de l'Assemblée nationale ou à la tête d'une grande ville. Cette situation s'infléchit en 2012 avec l'arrivée d'une nouvelle génération de députés et de ministres comme Najat Vallaud-Belkacem, Razy Hammedi, Kader Arif ou Yamina Benguigui, qui rejoignent d'autres élus comme la vice-présidente du Sénat Bariza Khiari née en Algérie, la sénatrice d'origine turque Esther Benbassa, le sénateur né au Maroc David Assouline ou les députés Henri Jibrayel et Élie Aboud, originaires du Liban et Patrick Devedjian d'origine arménienne. Balançant entre reconnaissance et rejet, la France arabo-orientale présente un double visage, avec d'un côté une France qui accepte — et parfois célèbre — plusieurs siècles d'histoire commune, et de l'autre une France qui persiste à rejeter une composante de sa population et un héritage multiséculaire faisant des Arabo-Orientaux les étrangers de l'intérieur.





*« Hier j'ai rêvé que j'étais dans mon pays.  
Quand je me suis réveillé j'avais émigré. »*

Lounis Aït Menguellet

Exposition réalisée par

GRUPE **ACHAC**  
DE RECHERCHE 

Avec le soutien de

  
RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE  
*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**an'**  
**ct**

agence nationale  
de la cohésion  
des territoires

**DILRAH**  
DÉPARTEMENT  
RÉGIONAL DE LA  
RECHERCHE  
ET DE L'INNOVATION  
LE DÉPARTEMENT L'UNIVERSITÉ  
ET LA SOCIÉTÉ CIVILE